

FICHE PRATIQUE 1 : ÉCLAIRAGE PUBLIC, QUESTIONS DE GENRE ET SÉCURITÉ EN SITUATION D'URGENCE

Basée sur les conclusions principales et les recommandations pratiques détaillées dans « *L'éclairage dans les installations sanitaires et alentour: Ou comment réduire le risque de violences basées sur le genre dans les camps de réfugiés* »¹ cette fiche pratique explore les risques d'un éclairage inadéquat, les modalités d'une approche attentive à la dimension de genre, des considérations techniques ainsi que liées aux achats, et présente une approche communautaire des interventions sur l'éclairage public.

1 CONCLUSIONS DE LA RECHERCHE SUR L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Les gens se sentent plus en sécurité avec de l'éclairage et les bénéfices d'un éclairage approprié sont nombreux: les camps et quartiers informels sont des refuges pour les personnes qui fuient un conflit ou une catastrophe, mais ils peuvent se révéler dangereux, surtout pour les femmes et les filles. Un manque d'éclairage nuit au sentiment de sécurité des gens, particulièrement quand ils viennent d'arriver dans un nouvel endroit et que leurs voisin-e-s leurs sont inconnu-e-s. Il y a ainsi une forte demande d'éclairage pour subvenir aux besoins suivants :

- réduire le risque de violences basées sur le genre (VBG) et d'autres menaces de protection³;
- améliorer la capacité des personnes à éviter les dangers physiques liés à leur environnement : pentes et versants, cours d'eau, ponts, égouts, végétation, abris, animaux dangereux ;
- assurer un accès sûr et digne aux services essentiels ; et
- éclairer tous les espaces, y compris les maisons, les lieux de production et les espaces publics, et ce pour tous les groupes sociaux afin de soutenir les liens familiaux et communautaires et de contribuer à l'efficacité des services d'urgence et de police.

Résultats de la recherche² : Dans l'extension du camp d'Omugo en Ouganda, 84 % des femmes interrogées ont signalé avoir peur de VBG après la tombée de la nuit. Selon un-e membre de la police, « les criminel-le-s profitent de l'obscurité de la nuit et des zones non éclairées du camp, elles/ils se sentent protégé-e-s car elles/ils ne peuvent pas être identifié-e-s ». Certains participants des groupes de discussion ont déclaré que « les femmes s'inquiètent d'être vues en train d'accéder aux toilettes », et que « la distance pour atteindre les latrines peut être importante et [que] les hommes peuvent observer et ensuite violer les femmes ». Un-e informateur/trice clé qui a interviewé 30 personnes a rapporté les faits suivant concernant les VBG : « la nuit, des personnes se cachent et interpellent les filles en proposant des rapports sexuels. Le harcèlement se transforme rapidement en agression. J'ai entendu parler de deux cas de viol parmi mes connaissances, une adulte et une adolescente. ».

L'éclairage seul n'est pas une solution suffisante pour la sécurité et la sûreté, particulièrement pour réduire les risques de VBG: la recherche mondiale d'Oxfam sur l'éclairage dans les installations sanitaires et alentour démontre qu'une intervention de bonne qualité au niveau de l'éclairage augmente le sentiment de sûreté des personnes, mais des installations sanitaires de mauvaise qualité accentuent la peur des VBG, ce qui diminue leurs fréquentations et forcent les personnes (en particulier les femmes) à recourir à des alternatives qui augmentent les risques de santé publique. Par exemple, répondre seulement aux besoins d'éclairage des plus vulnérables pourrait en faire des cibles de vols car ils/elles seraient les seules personnes visibles dans un camp non éclairé la nuit.

Une stratégie exhaustive pour l'éclairage public, des ménages et au niveau individuel doit reposer sur une approche communautaire, prendre en compte la dimension du genre, respecter les standards de qualité et être mise en œuvre progressivement en parallèle du développement du camp : il est rare que l'éclairage soit un problème uniquement au niveau individuel, du ménage ou au niveau public. Les propos d'une femme Rohingya ayant participé à des groupes de discussions illustrent ceci : « Nous avons nos torches, mais cela ne nous permet de voir qu'à une certaine distance. Nous avons peur des éléphants qui viennent dans le camp de nuit. Nous avons aussi peur des trafiquants. Nous avons entendu parler de femmes et de filles disparaissant la nuit. » . Il est essentiel d'entreprendre des consultations approfondies et des évaluations des besoins avec toutes les parties prenantes dès le départ pour déterminer les priorités. Répondre aux besoins liés à l'éclairage nécessitera la plupart du temps une approche à quatre volets :

Conseil : Profitez des données **déjà collectées** par les organisations telles que [REACH](#), [Ground Truth Solutions](#) ou [UNFPA](#). Pour promouvoir une programmation transformative du genre, utilisez des **outils d'évaluation** tels que [CLARA \(Cohort Livelihoods and Risk Analysis\)](#)⁴, [Good Shelter Programming: Tools to Reduce the Risk of GBV in Shelter Programmes](#)⁵, et le guide [EEMRG Inclusive Energy Handbook](#)⁶. Cela aidera à renseigner votre intervention et à déterminer si le manque d'éclairage est considéré comme un risque par la communauté.



1. **Éclairage public extérieur**, comme les lampadaires dans les lieux publics tels que les artères principales ; les intersections/croisements, autour des centres de santé, marchés, points d'eau, postes de sécurité, centres d'accueil ou bureaux administratifs du camp.
2. **Éclairage public à l'intérieur des bâtiments** d'utilité publique pour faciliter l'accès de nuit, particulièrement pour les centres médicaux.
3. **Lampes et lanternes** pour éclairer les foyers (plus d'informations dans Fiche pratique 2).
4. **Torches individuelles** pour se déplacer la nuit (plus d'informations dans Fiche pratique 2).

C'est pourquoi l'éclairage public doit être considéré comme un ensemble holistique de besoins en ressources et en énergie, et doit être conçu et mis en œuvre d'une façon participative qui réduit les dangers et renforce l'égalité d'accès et d'opportunité. Cela demande une planification et une mise en œuvre multisectorielles de l'éclairage public (CCCM, abris, protection (VBG), redressement rapide, WASH (et énergie), santé).

Les solutions pour l'éclairage doivent être combinées avec des activités d'autonomisation et de sensibilisation: ceci aidera à lutter contre les inégalités d'accès et d'utilisation et les problèmes de sécurité et de sûreté spécifiques à chaque contexte. Cela pourrait consister en la formation de groupes communautaires de veille qui entreprennent des vérifications de sécurité, des patrouilles civiles ou policières dirigées par des femmes ; le nettoyage des voies principales et la collecte des débris tel que le verre brisé, etc. L'accès à l'énergie est un facteur de réduction de l'exposition aux VBG et à d'autres menaces de protection, mais il a également le potentiel de faire levier pour des changements transformateurs en matière d'égalité de genre, par exemple en donnant accès aux femmes à de nouveaux moyens de subsistance, en particulier lorsque cela est soutenu par des ressources, des politiques et des actions de soutien.

Attention ! Transformer les normes de genre peut exposer les femmes, et parfois même les hommes, à de plus grands risques car ces changements remettent en cause les structures de pouvoir existantes. Il faut prévoir des ressources et un soutien suffisant pour atténuer les possibles retombées négatives à court et à long terme.

2 CONSIDÉRATIONS TECHNIQUES ET PROCESSUS D'ACHAT

L'éclairage est un domaine relativement nouveau pour les acteurs et actrices du secteur humanitaire. Il existe peu d'informations techniques sur les problèmes de mise en œuvre ou de sûreté – par exemple comment s'assurer que les structures résistent aux intempéries. L'éclairage public est coûteux et devrait durer de 10 à 20 ans, mais une grande partie de ces dépenses seront gaspillées si les structures ne sont pas entretenues. Cependant, il est possible de planifier les opérations pour garantir la durabilité des installations en établissant des structures de coordination multisectorielles et en développant des guides techniques holistiques combinant les questions sociales, culturelles et techniques. L'intégration de l'éclairage dans différents secteurs de cette manière peut aider à surmonter les défis des cycles courts de financement des bailleurs dans les interventions d'urgence. L'expérience et les recherches d'Oxfam ont soulevé les questions techniques suivantes.

(A) PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE

1. **Établir une structure de coordination pour toutes les parties prenantes de l'éclairage et étudier les options d'achat conjoint :** tous les acteurs/trices de l'éclairage doivent convenir de normes techniques conjointes tenant compte des approches communautaires et de questions telles que la protection contre les intempéries, la sûreté et la planification de la maintenance. L'accord sur des normes techniques communes contribuera à garantir une couverture adéquate et une qualité constante et facilitera la demande de conditions de maintenance et garanties similaires. Les entreprises spécialisées dans l'éclairage seront en forte demande et les appels d'offres concurrents pourraient affecter la qualité des prestations. Une coordination efficace et des normes techniques convenues d'un commun accord peuvent renforcer la qualité de l'intervention et promouvoir une approche communautaire et sensible à la dimension du genre.
2. **Travailler avec un fournisseur/un-e commerçant-e local-e :** évaluez les marchés locaux afin d'explorer les opportunités

Relevant global standards⁹

Grand Bargain Workstream 6 : Une révolution de la participation : inclure les personnes qui reçoivent de l'aide dans la prise de décisions qui affectent leurs vies.

Lighting Global Quality Standards (normes mondiales pour un éclairage de qualité)

ODD 5 : Égalité entre les genres et autonomisation de toutes les femmes et les filles, dont celles qui ont été affectées par un conflit et une crise.

ODD 7 : Garantir l'accès à une source d'énergie abordable, fiable, durable et moderne pour toutes et tous.

Sphere Standards : éclairage adéquat (Abri/WASH)

UNITAR : Plan d'action mondial pour des solutions énergétiques durables dans les situations de déplacement de population.

La Banque mondiale : Cadre multi-niveaux pour mesurer l'accès à l'énergie : par disponibilité, durée, disponibilité en soirée, accessibilité financière, légalité, qualité et fiabilité.

Attention ! Un éclairage public mal planifié peut être inefficace et même créer des risques. Dans certains contextes, l'éclairage public n'est pas forcément nécessaire, par exemple dans des zones rurales où ce n'est pas habituel. Cependant, si des violences sont signalées dans les zones non éclairées ou la nuit, il est important de demander aux communautés ce qui leur permettrait de se sentir plus en sécurité. « Certaines personnes pensent que des entrées éclairées augmentent les risques d'incidents car cela permet de voir facilement les va-et-vient des habitant-e-s. »¹⁰

de travailler avec des prestataires locaux/ales et des coopératives (en particulier dirigées par des femmes) pour garantir que la communauté d'accueil profite de ces opportunités, et ainsi réduire les tensions entre les communautés déplacées et les communautés d'accueil. Prenez des mesures pour garantir le respect des normes de qualité.

3. Identifier les compétences et capacités existantes dans la communauté : évaluez la volonté de la communauté locale d'être formée.

4. Prioriser les normes techniques : bien qu'il soit essentiel de consulter la communauté pour déterminer l'emplacement de l'éclairage (voir la partie 3), un-e ingénieur-e devra évaluer si l'emplacement est approprié pour construire de telles structures. Le positionnement et l'angle de l'éclairage doivent être déterminés en collaboration avec un-e spécialiste pour assurer une portée d'éclairage correcte. L'espacement nécessaire entre deux lampadaires varie en fonction de la puissance de l'éclairage et de la hauteur des structures.

5. Éviter l'éclairage partiel des espaces publics : au Soudan du Sud, Oxfam a constaté qu'un éclairage *limité* aux latrines peut considérablement augmenter les risques pour les femmes et autres groupes vulnérables¹¹. Par exemple, dans un camp sombre, les hommes profitent de l'éclairage pour se réunir après la tombée de la nuit, ce qui augmente la perception de risques de VBG pour les femmes.




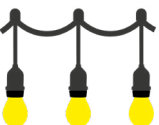
6. Inclure les garanties et la maintenance dans les contrats : la numérotation des lampadaires facilite l'identification des lampadaires défectueux ou endommagés et permet la tenue d'un registre de maintenance. Il est possible d'utiliser de codes-

barres individuels sur les lampadaires pour les relier numériquement aux conditions de garantie et de maintenance ainsi qu'aux informations sur l'équipement. Il est conseillé d'inclure dans les contrats une garantie de maintenance et de réparation de un à deux ans (spécifiant les délais d'intervention après que la requête soit transmise au/à la contractant-e), l'étendue de ces garanties (en particulier concernant le vandalisme et le vol qui sont souvent exclus et nécessitent la mise en place d'un budget d'urgence de 20 à 30 %), la chaîne d'approvisionnement pour les pièces de rechange, etc. Convenez de modalités de paiement qui incluent le respect de la garantie de maintenance afin de veiller au respect de ces obligations.


7. Assurer une certaine flexibilité du fournisseur : il est important de pouvoir **réajuster l'éclairage ou repositionner le lampadaire** à un stade ultérieur si les commentaires de la communauté le suggèrent (par exemple en raison de pollution lumineuse, d'un sentiment accru de risque ou d'insécurité).

8. Former les fournisseurs aux exigences liées à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels : faites du respect de ces exigences une obligation contractuelle. Veillez à ce que les mécanismes de remontée des informations et de plaintes soient bien connus de la communauté ainsi que des fournisseurs.

L'ÉCLAIRAGE PEUT ÊTRE :

- **multidirectionnel** pour un éclairage « ambiant » général 
- **unidirectionnel** pour éclairer une zone en particulier 
- **mural ou plafonnier** à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments ou structures 
- des **guirlandes** de lumières 

IDÉES LUMINEUSES :



L'éclairage public doit être disposé et orienté de façon à éclairer correctement la zone ciblée et afin d'éviter toute pollution lumineuse dans les abris.

L'éclairage public doit être

- Alimenté par une énergie durable
- Résistant aux cyclones/tempêtes
- Résistant au vandalisme/vol
- Résistant à l'eau/étanche
- Facile à entretenir pour les populations locales
- Composé de pièces facilement remplaçables

(B) MAINTENANCE ET ADAPTATION

9. **Concevoir le projet en prenant en compte de la durabilité et de l'appropriation communautaire :** étudiez les sources d'énergie, la gestion et la maintenance et l'entretien à long terme, en particulier après le départ des humanitaires.
10. **Travailler avec les fournisseurs et la communauté pour concevoir un pack d'entretien et de maintenance :** assurez-vous que les deux parties sont en accord sur les attentes et leurs rôles respectifs, qu'une méthode de communication et des délais de réponse sont en place. Il est à noter que certains prestataires peuvent annuler les garanties si des réparations ont été effectuées sans leur intervention. Toutes les parties doivent être informées sur les mécanismes d'activation des garanties sur les structures et les éléments clés des lampadaires tels que les batteries et les panneaux solaires.
11. **Effectuer des contrôles et une surveillance régulièrement :** ceci pour toutes les formes d'éclairage. Décidez qui est responsable, les humanitaires ou la communauté.
12. **Former des groupes de maintenance à la surveillance et au signalement de tous les problèmes liés au fonctionnement :** ils identifient les problèmes et les solutions possibles et permettent un flux d'informations continu. Ces groupes doivent être formés, financés et soutenus au-delà du financement initial du projet, et doivent avoir le soutien et l'approbation des autorités compétentes pour aider à maintenir et renforcer la prise en charge communautaire de l'éclairage public. Ils peuvent également entreprendre des activités de diffusions d'informations de sensibilisation sur le vandalisme et encourager le sentiment de contrôle sur ces structures de la communauté.
13. **Disposer d'un fond de réparation et d'entretien :** assurez-vous que les prestataires ont accès à la chaîne d'approvisionnement pour les pièces de rechange.
14. **Organiser le transfert officiel de la responsabilité de l'éclairage public aux autorités compétentes lorsque le projet se termine :** la garantie doit également pouvoir être transférée.

Étude de cas : installation et maintenance de l'éclairage suivant une approche communautaire au Liban¹²

La vallée de Bekaa au Liban est la terre d'accueil de réfugié-e-s syrien-ne-s regroupé-e-s dans des camps informels depuis 2012. Le programme de protection d'Oxfam soutient la création de groupes communautaires en formant des groupes de 6 à 12 femmes et hommes à l'organisation de réunions communautaires, au développement de relations avec les autorités locales et les ONG et à la mise en œuvre des plans d'action communautaires, ces derniers permettant aux réfugié-e-s d'apporter leurs compétences à l'intervention humanitaire. La communauté a choisi de se concentrer sur l'éclairage et d'utiliser les compétences en électricité de ses membres pour installer un système. Des accords communautaires ont été établis pour couvrir les coûts du carburant, gérer l'entretien et permettre une plus grande durabilité. Les réfugié-e-s ont fait part de leur forte satisfaction face à cette approche communautaire qui leur a permis de prendre des décisions et de se sentir traité-e-s avec respect et dignité.

3 APPROCHE COMMUNAUTAIRE

Les recherches d'Oxfam démontrent qu'une approche communautaire de l'éclairage est plus efficace et durable. Cela nécessite plus que des consultations et un mécanisme pour la remontée des informations, il faut travailler constamment en coordination avec différentes parties prenantes. L'engagement de la « révolution participative » du Grand Bargain a placé la participation des communautés affectées au premier plan de toute réponse efficace du secteur humanitaire. L'IASC¹³ collecte désormais les informations sur l'effort collectif au niveau de la réponse. Il est important de consulter et d'impliquer un échantillon représentatif de la population affectée par la crise tout au long du processus afin de :

- permettre la participation active des femmes, des filles et d'autres groupes qui peuvent être socialement marginalisés ;
- répondre aux besoins spécifiques de différentes personnes ;
- renforcer le contrôle communautaire des projets d'éclairage public ;
- minimiser les risques de comportement antisocial, de vol et de vandalisme ;
- aider à résoudre le problème de l'entretien à long terme, y compris par la présence de groupes de maintenance communautaire dont la mission est de surveiller le fonctionnement et d'identifier les problèmes tels que la pollution lumineuse pour certains foyers.

Les activités ci-dessous décrivent le processus de consultation sur le site pour améliorer la planification et la mise en œuvre des projets d'éclairage public. L'accent doit être mis sur :

- **l'utilisation de méthodes participatives dans la mesure du possible** afin que différentes parties de la communauté puissent identifier conjointement les priorités ;

Conseil : Planifiez correctement le budget pour une approche communautaire. Le processus de consultation se répète plusieurs fois au cours de l'intervention, lors de l'évaluation des besoins, la planification, la mise en œuvre et l'utilisation de mécanismes de suivi et de redevabilité. Les mécanismes de redevabilité peuvent même être gérés par d'autres équipes. **Des ressources suffisantes (en temps et en travail) doivent être prévues dans les plans de travail** par la mise en œuvre directe ou par le biais de partenariats avec des organisations locales (de préférence).



- **la gestion attentive des attentes** pour éviter de causer potentiellement de nouveaux dommages. Cela peut être fait en expliquant clairement le déroulement du projet et en commençant les consultations sur l'éclairage public seulement lorsque les plans de mise en œuvre dans cette zone sont confirmés ;
- **dans les situations où une distanciation physique est nécessaire**, identifier des moyens réalistes de consulter les communautés. Consulter les conseils techniques de [l'OMS sur la communication des risques et l'engagement communautaire](#)¹⁴.

Entretiens avec des informateurs/trices clés : Il est utile d'impliquer différentes parties prenantes – par exemple des leaders communautaires ou religieux, des groupes de patrouilles militaires et civiles, des coordinateurs/trices et gestionnaires des camps, et des enseignant-e-s – pour obtenir l'acceptation de la communauté et identifier des besoins de sécurité non identifiés durant les consultations communautaires, par exemple les dangers rencontrés lors de l'accès au camp. Les entretiens avec des informateurs/trices clés peuvent être utilisés pour les groupes sociaux ayant des difficultés de mobilité, comme les personnes en situation de handicap. Il est nécessaire d'entreprendre plusieurs entretiens pour avoir une bonne compréhension des besoins. Voir **Annexes – Outil 1** pour un exemple de script d'entretien avec les informateurs/trices clés et un outil de cartographie de la sécurité et sûreté.

Discussions de groupe : Rencontrez et mobilisez des groupes de population spécifiques pour comprendre leurs préférences en termes d'emplacement de l'éclairage et obtenir des idées pour mettre en place un système d'entretien et de maintenance. Organisez des discussions de groupe avec un échantillon représentatif de la communauté affectée par la crise (en particulier des femmes d'âges différents, des réfugié-e-s, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des membres de la communauté d'accueil) pour identifier les emplacements prioritaires pour l'installation des lampadaires. Voir **Annexes – Outil 2** pour les scénarios d'observation et de cartographie et une suggestion de rôles et responsabilités au sein de la communauté en matière d'éclairage public. Utilisez les discussions de groupe comme une opportunité d'identifier les compétences existantes dans la communauté ainsi que la volonté d'être formé-e. Les groupes de maintenance de l'éclairage public peuvent être formés de 2 à 3 membres qui peuvent également sensibiliser la communauté contre le vandalisme et le vol.

Enquêtes : Les données d'enquêtes fournissent un aperçu de l'ampleur et des types de problèmes ainsi que des risques de protection auxquels la communauté est confrontée, ainsi que de la façon dont le manque d'éclairage est géré, qui peut être utilisé comme une base de référence. Les enquêtes identifient également parfois des solutions utiles mises en place par la communauté. Voir **Annexes – Outil 3** pour un exemple de questions d'enquête.

Réunions et séances de sensibilisation : Le partage des informations obtenues des différentes évaluations avec la communauté augmente la transparence de la prise de décision entre les organisations et la communauté. Cela contribue à informer la communauté de l'importance de l'éclairage public pour réduire les risques après la tombée de la nuit, en particulier pour les personnes

Rappel ! Il est important de **ne pas poser des questions qui indiquent les solutions** que vous estimez être les meilleures. La communauté pourrait se sentir obligée de répondre d'une façon particulière afin de recevoir votre aide.

les plus vulnérables. La compréhension dans toute la communauté des besoins des différents groupes sociaux et de l'inclusion de toutes et tous dans la prise de décision contribuent également à la réduction des incidents tels que le vol ou le vandalisme. Il est possible de travailler avec les groupes de maintenance de l'éclairage public à l'organisation de sessions de sensibilisation, dans le cadre desquelles ils pourront choisir des messages appropriés et des scénarios auxquelles les participant-e-s de la communauté pourront s'identifier.

Révision et amélioration : Écoutez la communauté et continuez à l'impliquer dans la prise de décisions concernant tout changement, assurez-vous que toutes les décisions prises sont comprises et respectées par toutes et tous. Engagez-vous à adapter et améliorer l'intervention sur l'éclairage grâce aux leçons apprises pendant la période de mise en œuvre et ce jusqu'à la fin du projet. Utilisez une [approche de programmation sûre](#)¹⁵ pour éviter de nuire par inadvertance, notamment en étant sensible aux conflits, en prévenant ou en réduisant les risques de VBG et en respectant les principes humanitaires. Une évaluation des risques doit être effectuée de manière continue, voir **Annexes – Outil 4** pour une matrice des risques.

Réduire le risque de VBG : Le signalement des incidents de VBG est un outil de mesure très peu fiable pour évaluer le niveau de risque, car de multiples facteurs propres à chaque contexte peuvent empêcher, décourager ou même punir le signalement. Les directives éthiques¹⁶ empêchent les humanitaires de poser directement des questions associées à l'expérience de VBG. La recherche d'Oxfam sur l'éclairage¹⁷ est basée sur la perception du risque et la peur des VBG a été mesurée en posant des questions sur quatre formes spécifiques de VBG (voir la méthodologie pour des exemples).

Résultats des évaluations : le suivi d'Oxfam lors de l'intervention d'aide aux Rohingyas a révélé que les groupes de discussions sur les emplacements des lampadaires avaient bien fonctionné, mis à part pour la question de l'éclairage aux alentours des latrines. Dans ce contexte spécifique, la communauté a préféré discuter de ce sujet considéré sensible, lors d'entretiens par ménage.

NOTES

1. Oxfam. (2018). L'éclairage dans les installations sanitaires et alentour : Ou comment réduire le risque de violences basées sur le genre dans les camps de réfugiés. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/shining-a-light-how-lighting-in-or-around-sanitation-facilities-affects-the-ris-620605>
2. Oxfam. (2018a). Lighting the Way: Lighting, sanitation and the risk of gender-based violence in Omugo extension camp, Uganda. Research Report. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/lighting-the-way-lighting-sanitation-and-the-risk-of-gender-based-violence-620606>
3. L'évaluation rapide de la protection, de la sécurité alimentaire et des marchés d'Oxfam (novembre 2017) a été menée à Cox's Bazar, au Bangladesh, pour informer la réponse humanitaire suite à l'afflux soudain de 800 000 réfugié-e-s rohingyas. Le manque d'éclairage a été classé au premier rang des préoccupations en matière de sécurité. Les risques étaient considérables : signalement de traite des êtres humains, de harcèlement sexuel, d'agressions et de violences sexuelles, de dangers physiques liés à l'emplacement du camp sur des collines, ainsi que la présence d'une faune dangereuse. F. Echégut et C. Sissons. (2017). Rapid Protection, Food Security and Market Assessment: Cox's Bazar, Bangladesh, Novembre 2017. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/rapid-protection-food-security-and-market-assessment-coxs-bazar-bangladesh-nove-620978>
4. Women's Refugee Commission. (2016). CLARA: Cohort Livelihoods and Risk Analysis Guidance & Tools. <https://reliefweb.int/report/world/clara-cohort-livelihoods-and-risk-analysis-guidance-enar>
5. Shelter Cluster. (2016). Good Shelter Programming: Tools to Reduce the Risk of GBV in Shelter Programmes. https://www.sheltercluster.org/sites/default/files/docs/shelter_programming_-_tools_to_reduce_the_risk_of_gbv_in_shelter_programmes.pdf
6. Mercy Corps. (Forthcoming 2020). Energy in Emergencies: Mitigating Risks of Gender-based Violence (EEMRG) Inclusive Energy Handbook.
7. Les VBG existent et ont lieu partout, même si elles ne sont pas toujours visibles ou évoquées publiquement. Il est en fait rare que les gens en parlent en raison de la stigmatisation et des possibles conséquences d'une prise de parole, y compris le risque pour les personnes ayant été confrontées à des violences de se voir tenir pour responsable de l'attaque. En conséquence, et conformément aux meilleures pratiques et aux normes éthiques, la recherche n'est pas basée sur des incidents de VBG officiellement signalés, mais sur la perception du risque et de la peur.
8. F. Echégut et C. Sissons. (2017). Ibid.
9. Grand Bargain workstream 6, à l'adresse <https://interagencystandingcommittee.org/a-participation-revolution-include-people-receiving-aid-in-making-the-decisions-which-affect-their-lives> ; Lighting Global Quality Standards, à l'adresse <https://www.lightingglobal.org/> ; UN Sustainable Development Goals Knowledge Platform, à l'adresse <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs> ; normes Sphère, à l'adresse <https://spherestandards.org/handbook-2018/> ; Global Plan of Action for Sustainable Energy Solutions in Situations of Displacement: A Framework for Action, at https://unitar.org/ptp/sites/unitar.org.ptp/files/uploads/gpa_framework_finalcompressed.pdf ; Energy Sector Management Assistance Program (ESMAP): Multi-Tier Framework for Measuring Energy Access, à l'adresse <https://www.esmap.org/node/55526>
10. Shelter Cluster. (2016). Ibid.
11. Oxfam. (2018c). Sanitation, Lighting and Women's Safety in South Sudan (Malakal): Lighting, sanitation and the risk of gender-based violence. Étude de cas 7 à l'adresse <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/shining-a-light-how-lighting-in-or-around-sanitation-facilities-affects-the-ris-620605>
12. Oxfam. (2018d). Community-Based Lighting for Syrian Refugees in Lebanon: Lighting, sanitation and the risk of gender-based violence. Étude de cas 6 : ibid.
13. Inter-Agency Standing Committee
14. Conseils techniques de l'OMS sur la communication des risques et l'engagement communautaire, à l'adresse <https://www.who.int/emergencies/diseases/en/>
15. Oxfam. Safe Programming in Humanitarian Responses: A guide to managing risk. <https://www.oxfamwash.org/mainstreaming/safe-programming>
16. IASC. (2015). IASC Guidelines for Integrating Gender-Based Violence Interventions in Humanitarian Action, 2015. <https://interagencystandingcommittee.org/working-group/documents-public/iasc-guidelines-integrating-gender-based-violence-interventions>
17. Oxfam. (2018a). Ibid; Oxfam. (2018b). Lighting the Way: Lighting, sanitation and the risk of gender-based violence in Aburi camp, Nigeria. Rapport de recherche. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620606/rr-lighting-the-way-research-nigeria-211218-en.pdf?sequence=2>

www.oxfam.org.uk/lighting

© Oxfam International 2020



Humanitarian
innovation fund

| elrha



OXFAM